

Laurent Rochut, directeur de la Factory, viceprésident d'AF&C : Mon bilan du off ?



Lors de la conférence de presse de pré-bilan du Festival off d'Avignon, <u>Laurent Rochut</u>, directeur de la <u>Factory</u>, (Théâtre de l'Oulle, Salle Tomasi, La Chapelle des Antonins) auteur et metteur-en-scène et co-président d'AF&C propose son analyse du Festival off d'Avignon. Baisse de fréquentation, canicule, souffrance des compagnies, loyers des logements exorbitants, il est temps de réguler et de renouveler ce Festival du théâtre émergent.

«Je vais faire mon bilan du Off vu de la Factory, assure Laurent Rochut, vice-président AF&C. Nous sommes à la Factory depuis 7 ans et travaillons à l'année. Le festival Off d'Avignon en 2022 c'est 12% de cartes du off en moins et c'est aussi 25% des spectacles vendus en France, ce qui en fait une place du



marché incontournable.»

Actuellement?

«Le festival Off est fragile : 12% de cartes du off en moins par rapport à 2019 c'est que nous n'avons pas encore récupéré tout le monde. Nous allons devoir interroger tous les acteurs de la ville et le Grand Avignon sur des navettes, un flux des déplacements publics mieux pensé afin de requalifier des invitations plus lointaines, augmenter l'offre de logements et baisser l'ascension des prix des logements, car les compagnies paient, chaque année, des loyers exorbitants. Nous allons également interroger la ville en demandant comment rafraîchir Avignon lorsque l'on subit plusieurs semaines à plus de 38°, ce qui constitue une vraie problématique urbaine. Végétalisation, création de zones d'ombre... Les chantiers seront nombreux.»

On a donc pensé que ce festival allait de soi

«Le festival off c'est comme une principauté qu'on pose en juillet et qu'on démonte comme un château gonflable, et puis qu'on remonte en juin de l'année prochaine... On a donc pensé que le festival allait de soi, pourtant, le Off ne va pas de soi! Et nous avons mis en place, cette année, des chantiers dont un me porte particulièrement à cœur et que je porte depuis plus de 4 ans : transformer cette ville en filière, faire que ces investissements colossaux qui ont été faits depuis tant d'années et de ces 70 à 80 théâtres en ordre de marche -qui dorment toute l'année en dehors de juillet -ne soient plus un gisement inexploité, ni libéral -comme nous en sommes accusés.»

Réguler le marché

«C'est exactement le contraire qui se passe puisque nous sommes en train d'essayer de doter ce Off d'outils de régulation et d'outils performants. On évoque la réduction du nombre de créneaux ce qui pourrait paraître très bien mais qui, en réalité, aura pour conséquence d'augmenter la valeur des théâtres existants. Mais ça n'est pas le propos!»

Le devenir l'art vivant

«Le propos c'est d'appréhender ce que va devenir ce marché, de concevoir des outils de régulation qui tiennent compte de ce que va devenir l'art vivant dans les prochaines années avec le risque de voir arriver de grosses structures très soutenues, d'importantes productions qui pourraient devenir les seules à exister sur le terrain des compagnies indépendantes émergentes qui ne pourraient, elles, disparaitre. Pour cela il faut des relais et c'est aussi forcément de l'aide et de la subvention publique.»





Conférence de presse du pré-bilan du Festival off

Ceux qui ne veulent pas

«Ceux qui nous ont attaqués sont ceux qui, depuis des décennies, ne veulent pas que la ville change. Aujourd'hui nous ne sommes pas attaqués par les fondateurs qui sont tout à fait légitimes, mais par les héritiers. Ces héritiers vont devoir se faire à l'idée que cette ville devienne une filière parce que l'ensemble de l'art vivant mérite qu'Avignon le devienne, à l'année, de septembre à juin. Les compagnies doivent pouvoir, désormais, se tourner vers ces acteurs qui les font exister l'été -de manière économique très rentable-et que ces aides deviennent publiques. C'est-à-dire que ça ne doive rien coûter aux compagnies, que celles-ci puissent venir massivement faire des résidences à l'année à Avignon, que leur transport et hébergement soient pris en charge et que les lieux mettent à disposition salles et plateaux. L'idée ? Que les lieux soient aidés sur leurs charges fixes. Près de 80% de cette aide -en prenant en compte, 20% de la somme dévolue au parc machines qui s'usera plus vite- soit remise au pot du festival en régulant la valeur du créneau, soit en supprimant un créneau ce qui permettra d'offrir des temps de montages plus humains aux techniciens des compagnies.»



Du néo-libéralisme... à la défense de la régulation

«Les néo-libéraux que nous étions sont en fait devenus les meilleurs défenseurs d'une régulation et du service public. Il y a plusieurs années, les fondateurs ont empêché une scène nationale de s'installer à Avignon. Il s'agit de la scène nationale de Cavaillon qui devait s'installer au Cloître Saint-Louis. A l'époque, ceux qui avaient de 'très belles places' dans la ville ont fourni un tir de barrage tellement puissant auprès du Ministère que celui-ci a reculé, installant la Scène nationale à Cavaillon. Il serait temps que le Ministère se mette au centre du village national, cette filière à l'année, qu'est Avignon pour qu'elle soit incontournable pour le théâtre, pas pour que nos petites affaires estivales prospèrent, mais pour que cet outil, que le ministère finance depuis 40 ans, lui revienne encadré d'une vraie politique. Et c'est à lui d'instaurer cette politique puisque nous ne pourrons pas le faire sur la base des 130 acteurs, associations et entreprises privées que nous sommes.»

Participer à fonder l'art vivant depuis Avignon, ville nationale

«C'est ce dont nous prenons acte aujourd'hui avec ce nouveau Conseil d'administration, cette collégialité. La nouvelle politique qui inspire notre gouvernance ? Donner le cap, offrir des perspectives. Nous avons à participer à un mouvement majeur pour l'art vivant en France. Le festival doit faire sens, dépasser l'été pour participer à fonder l'art vivant. Je reçois 100 demandes par an, en danse, alors que je n'ai que 10 places à proposer et des centaines en théâtre alors que je n'ai pas plus de places que pour la danse. Pour l'instant ? Les compagnies sont en souffrance : hébergements, déplacement... Théâtres et compagnies doivent pouvoir se rencontrer.»





Les journalistes de la conférence de presse